

```
[vc_row type= »in_container » full_screen_row_position= »middle »  
scene_position= »center » text_color= »dark » text_align= »left » overlay_strength= »0.3″  
shape_divider_position= »bottom » bg_image_animation= »none »][vc_column  
column_padding= »no-extra-padding » column_padding_position= »all″  
background_color_opacity= »1″ background_hover_color_opacity= »1″  
column_link_target= » self » column_shadow= »none » column_border_radius= »none »  
width= »1/1″ tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default »  
phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none »  
column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][vc_column_text]
```

Séminaire organisé de novembre 2012 à décembre 2014

Sous la direction d'Alain Obadia, Président de la Fondation Gabriel Péri.

```
[/vc_column_text][/vc_column][vc_row][vc_row type= »in_container »  
full_screen_row_position= »middle » scene_position= »center » text_color= »dark »  
text_align= »left » overlay_strength= »0.3″ shape_divider_position= »bottom »  
bg_image_animation= »none »][vc_column column_padding= »no-extra-padding »  
column_padding_position= »all″ background_color_opacity= »1″  
background_hover_color_opacity= »1″ column_link_target= » self »  
column_shadow= »none » column_border_radius= »none » width= »1/1″  
tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default »  
phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none »  
column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][toggles  
style= »minimal »][toggle color= »Default » title= »Présentation du  
séminaire »][vc_column_text]
```

Séance inaugurale du 14 novembre 2012, avec Alain Obadia.

Nous ouvrons ce soir les travaux d'un séminaire auquel la fondation Gabriel Péri accorde une grande importance.

Nous l'avons intitulé « Comment réinvestir la notion de progrès ? ». Nous avons évidemment conscience que, ce faisant, nous n'abordons pas le sujet de manière neutre. Nous aurions pu, en effet, choisir une formulation laissant planer une incertitude quant au fait de savoir si nous estimions pertinent ou pas le concept. C'est délibérément que nous avons choisi ce titre quelque peu provocateur.

En effet, l'idée de progrès a joué un rôle moteur dans le combat démocratique et dans les luttes pour la transformation sociale qui ont marqué l'histoire de la gauche en France comme dans le monde. La conviction que l'activité humaine pouvait légitimement se fixer pour objectif d'améliorer la vie de chacun et de tous et que les générations les plus jeunes pouvaient bénéficier d'une existence meilleure que celle de leurs parents a joué un rôle fondateur pour la dynamique progressiste. Elle a donné un sens et une espérance à

l'engagement de millions de femmes et d'hommes ainsi qu'à la mobilisation populaire.

Comme Fondation de la famille de pensée communiste, nous assumons consciemment cet héritage. Qui plus est, nous estimons qu'il ne doit pas seulement être considéré comme appartenant au passé.

L'espoir de rendre le monde meilleur et la conviction qu'il est possible de transformer les conditions d'existence de chacun nous semblent plus que jamais d'actualité. L'idée que l'humanité aspire à avancer vers le mieux-être dans les multiples domaines qui conditionnent son destin et que cette aspiration peut devenir réalité nous semble toujours pertinente.

Cela veut-il dire que nous serions allergiques à tout examen critique de la notion de progrès ? Bien sûr que non. La vision selon laquelle progrès rime automatiquement avec mieux-être a été largement démentie par les faits et par l'histoire. Nous avons depuis longtemps rompu avec les illusions et les dérives scientistes et productivistes.

La science et les technologies ne sont pas vertueuses en elles-mêmes.

Les modes de production et de consommation fondés sur le plus, ne prenant jamais en compte le pourquoi et ne s'interrogeant jamais sur les conséquences dont ils sont porteurs ne peuvent perdurer sans catastrophes.

Lorsque le « progrès » technologique supprime des emplois et reste déconnecté de l'organisation sociale permettant aux salariés de conserver leur revenu pour se former dans d'autres domaines et assurer ainsi leur avenir, il n'est pas progrès ; il est régression.

Il est donc salutaire de réinterroger le concept de progrès à l'aune de la finalité la plus essentielle : celle de l'humain et de ses conditions réelles d'existence. Ces dernières incluent bien sûr les écosystèmes. L'ensemble de cette réflexion débouche plus globalement sur la notion de durabilité. Posée ainsi dans ses différentes dimensions, la question du progrès renvoie à une autre problématique qui est celle de la maîtrise sociale.

Si nous nous en tenions là, il y aurait déjà beaucoup de grain à moudre pour étendre nos connaissances et approfondir la réflexion. Mais les choses vont beaucoup plus loin. Car, au-delà de ces interrogations légitimes, le concept de progrès est, depuis la fin des années 70,

la cible d'une offensive visant à le discréditer.

L'installation du paradigme néolibéral, coïncidant avec la domination absolue de la globalisation financiarisée sur l'ensemble de la planète, s'est accompagnée d'une campagne de disqualification de l'idée même d'amélioration des conditions d'existence.

Cela se comprend d'autant mieux que ces politiques néolibérales ont créé une situation dans laquelle les nouvelles générations vivent moins bien et de manière plus précaire que celle de leurs parents. Il fallait faire oublier la promesse progressiste, la renvoyer dans le grenier poussiéreux des idées à mettre au rebut.

Comme toujours lorsque l'on parle idéologie, cette thématique centrale a été développée de différentes manières : très frontalement, par ceux qui veulent faire de la mondialisation actuelle le vecteur de la régression sociale (la multiplication des plans d'austérité en Europe illustre cette réalité) ; au nom de causes plus nobles, telle l'opposition entre progrès et sauvegarde de la planète, pour d'autres courants de pensée.

Cette offensive a été tellement puissante qu'il est devenu difficile aujourd'hui, voire impossible dans certains milieux, de revendiquer le concept de progrès. Et pourtant, nous avons la conviction que, soumis au crible d'une saine critique et ré-articulé avec l'impératif de maîtrise sociale, sa pertinence est loin d'être épuisée.

Approfondir ce que signifie le concept de progrès ; analyser les contradictions dont il est porteur ; dégager le potentiel transformateur qu'il peut recouvrir sous des formes renouvelées ; rétablir les conditions de maîtrise sociale indispensables pour qu'il donne sa plénitude ; telle est l'ambition de ce séminaire.

[/vc_column_text][[/toggle][toggle color= »Default » title= »1. Le progrès en question(s) »][vc_column_text]

Séance avec Yvon Quiniou (14 novembre 2012)

L'idée de progrès, entendue dans son sens collectif, vient essentiellement du 18^{ème} siècle avec les grandes conceptions de Kant et de Condorcet, mais aussi, sous une forme paradoxale, de Rousseau. Elle s'y présente comme la croyance forte en un progrès de l'histoire. On la retrouve au 19^{ème} siècle, avec un statut clairement matérialiste et qui n'en

nie pas les contradictions chez Marx, mais elle y est aussi contestée par certains comme Nietzsche. Depuis le 20ème siècle, avec ses catastrophes propres, elle est entrée en crise comme si l'histoire ne pouvait plus la justifier (voir Heidegger ou l'écologie fondamentaliste).

Il convient donc d'en préciser clairement la signification, plus complexe que prévue, de distinguer en elle ce qui relève du constat de fait et ce qui relève du jugement de valeur, en la séparant de l'idée d'évolution. Mais il faudra aussi circonscrire ses domaines, éviter toute appréhension globale - car l'histoire peut progresser sous un aspect et régresser sous un autre - et cesser d'y voir un processus inéluctable. C'est pourquoi la politique doit prendre le relais, critiquer la régression libérale actuelle, et reprendre le fil d'une croyance rationnelle au progrès à la lumière de valeurs partagées. Car sans la conviction qu'un progrès est possible, qui relève d'un optimisme de l'intelligence, il ne saurait y avoir de progrès réel, qui relève lui d'un optimisme de la volonté et de l'action qu'il

permet. [vc_column_text][toggle][toggle color= »Default » title= »2. Le progrès scientifique en questions »][vc_column_text]

Séance avec Simone Mazauroic (15 mai 2013)

On connaît bien les arguments de ceux qui, surtout depuis le début du XXe siècle, mettent en cause le progrès scientifique en détaillant les conséquences désastreuses, sur le plan humain, de ses applications pratiques : depuis les usages militaires de l'énergie atomique jusqu'à l'utilisation des OGM en passant par la mise au point des armes chimiques : la liste est longue des inquiétudes voire des angoisses que suscitent les avancées de la recherche fondamentale.

On connaît sans doute moins bien les arguments au nom desquels la réalité même du progrès scientifique n'a cessé, depuis les débuts de l'âge moderne, d'être questionnée. Loin d'être en effet une évidence, l'affirmation du progrès scientifique a toujours suscité le doute, voire a été purement et simplement récusée.

Ce sont par conséquent surtout les éléments du débat qui ont constamment opposé de ce point de vue partisans et adversaires du progrès que je présenterai, en focalisant cette présentation autour de quelques moments clefs : celui de l'émergence de l'idée de progrès à

partir du XVI^e siècle, celui de son affirmation résolue à l'époque des Lumières, celui de sa revendication conquérante à l'âge du positivisme, celui enfin de sa contestation radicale à partir des années 1960, quand les théories relativistes et constructivistes s'efforcent de dénoncer le caractère illusoire d'une notion sur laquelle la culture occidentale a prétendu fonder son hégémonie, et retrouvent ainsi les enjeux pratiques, au sens ici politique du terme, d'une controverse multiséculaire.

Simone Mazauric, Professeur émérite de philosophie à l'Université de Lorraine

Séance avec Yvette Veyret (12 juin 2013)

« Pourquoi associer ces trois termes qui peuvent sembler bien éloignés les uns des autres ?

Traiter de l'environnement, autrement dit de la nature anthropisée, renvoie pour différents auteurs ou acteurs de l'écologie politique au modèle d'une nature immuable, non transformée par les sociétés, « vierge ». L'environnement s'inscrit dans l'aménagement des territoires qui doit conduire à réduire les inégalités socio spatiales entre territoires. Or, dans ce cas aussi, au nom de la protection de la nature et de la biodiversité, les blocages sont nombreux. Ces approches dont la portée politique est évidente dissimulent une idéologie passéiste, teintée de religieux récusant le progrès technique et scientifique.

Notre réflexion, par le biais de rappels historiques, tente d'envisager les raisons qui ont conduit et justifient encore un face à face nature/société récusant le recours au progrès pensé comme source systématique de dégradation voire de destruction de la nature. Nous évoquerons aussi comment se traduisent ces positions aujourd'hui dans le discours politique. »

Yvette Veyret, Professeur émérite des Universités,
géographe.

Séance avec Pierre Musso (25 septembre 2013)

« Le Progrès » est un grand récit ou un mythe de la Modernité occidentale, qui est aujourd'hui mis en débat, voire en cause. Il y a une décadence de l'idée de progrès (Georges Canguilhem). Existe-t-il un progrès moral, politique, philosophique, etc. ? Comment et qui mesure le Progrès ?

En revanche, il existe des progrès fantastiques des connaissances et des techniques. Toutefois, même dans le domaine des connaissances scientifiques, il n'existe aucun progressisme linéaire, autre mythe, mais des choix socioculturels et des ruptures.

Depuis deux siècles, il y a une explosion des innovations techno-industrielles et désormais une « technologisation généralisée » de la société et même des individus (ex. le smartphone), mais la maîtrise sociale et culturelle de ces innovations fait problème.

L'enjeu nodal est là : explosion de la puissance technologique, mais interrogation sur son sens, sur sa maîtrise sociale, individuelle et démocratique. La puissance sans le sens n'est que ruine de l'âme... pourrait-on dire.

Avant de réinventer LE progrès, il faut développer une approche critique pour savoir ce qu'il faut sauver du « grand récit du progrès ». Si tant d'artistes ont été très critiques sur le progrès (Baudelaire, les surréalistes, Valéry), c'est parce que la notion est par essence, ambivalente.

Toute « vision progressiste du progrès » nécessite un travail critique préalable. C'est la condition pour appréhender les défis posés pour civiliser les nouveaux mondes technologiques produits par l'innovation intensive.

Pierre Musso, professeur à l'Université de Rennes et à Télécom ParisTech

5. Qu'est-ce que la servitude formelle ? Une analyse de notre soumission au discours scientifique, technique et marchand

Séance avec Dominique Jacques Roth (9 octobre 2013)

La généalogie du progrès que Dominique J. Roth met en lumière part de l'idée que le néolibéralisme plonge ses racines dans une constante anthropologique. Cette constante est apparue avec Pythagore pour qui tout est arrangé d'après les nombres avant que Descartes ne libère la rationalité scientifique du sujet de la connaissance.

C'est ce phénomène qui exige notre soumission à un mode d'élaboration auquel la science ne saurait se soustraire, que D. Roth appelle « servitude formelle » assujettie à aucun autre dessein que ce qui la cause : la servitude formelle exige notre soumission à la forme qui l'institue. Il considère que nous sommes arrivés à un moment de l'histoire où le monde s'éprouve sous un voile qu'il importe de lever pour faire apparaître à quel point l'humain est assujetti au discours scientifique, technique et marchand et à l'emploi de signifiants un peu trop faciles – comme par exemple le mot « croissance » – quand l'utopie d'un progrès sans fin cherche par tous les moyens à nier le monde réel où intervient la question de la limite...

Dominique Jacques Roth, psychanalyste, a écrit notamment

[*Économie et psychanalyse. Le progrès en question.* Chez L'Harmattan. 2011](#)

[*Critique du discours STM \(scientifique, technique et marchand\). Essai sur la servitude formelle.* Chez Erès. 2012](#)

[/vc_column_text][toggle][toggle color= »Default » title= »6. Nanosciences, nanotechnologies : enjeux, risques et potentialités »][vc_column_text]

Séance avec Jean-Noël Aqua et Aurélie Biancarelli-Lopes (27 novembre 2013)

Voir, comprendre, manipuler et utiliser la matière à l'échelle de l'atome : tel est l'enjeu des nanosciences. Fruit d'une véritable révolution scientifique et technologique, ce domaine en constante évolution ouvre de nombreux champs de recherche fondamentale déjà couplée aux applications technologiques et industrielles. Les nanotechnologies soulèvent l'espoir de nouvelles innovations mais aussi de nombreuses questions sociétales liées au financement et à la liberté de la recherche, à l'utilisation des techniques, aux fantasmes scientifico-techniques, à notre rapport au risque... Elles questionnent de façon actuelle notre rapport au

progrès.

Jean-Noël Aqua, maître de conférence à l'Université Pierre et Marie Curie-Paris 6 et à l'Institut des NanoSciences de Paris,

Aurélie Biancarelli-Lopes, doctorante en sciences de la matière et nano-sciences à l'Université d'Aix-Marseille.

Dernière publication des

auteurs : <http://progressistes.pcf.fr/41927>[/vc_column_text][toggle][toggle color= »Default » title= »7. Le progrès scientifique : un exemple du CERN (Centre européen pour la Recherche nucléaire) comme antidote à TINA (There Is No Alternative) »][vc_column_text]

Séance avec Gilles Cohen-Tannoudji (18 décembre 2013)

La crise systémique dans laquelle est plongée l'économie mondiale, la perspective d'épuisement des ressources énergétiques et les inquiétantes prémises du changement global du climat font craindre la survenue, à l'échelle mondiale, de convulsions comparables à celles qui ont marqué la première moitié du XXe siècle.

Qu'une organisation internationale comme le CERN (Centre européen pour la recherche nucléaire), fondée au lendemain des drames de deux guerres mondiales avec comme seule finalité le progrès des connaissances humaines, ait réussi à relever les redoutables défis de la recherche de la particule dont la découverte a été annoncée en juillet 2012, n'est-ce pas un facteur d'espoir dans la capacité des civilisations humaines de refuser la fatalité et de surmonter les crises aussi graves soient-elles ?

Gilles Cohen-Tannoudji, physicien, chercheur émérite du Laboratoire des Recherches sur les Sciences de la Matière (LARSIM) du CEA (Saclay)

Pour reprendre une expression utilisée par Louise Gaxie et Alain Obadia dans leur beau livre *Nous avons le choix !*, on s'aperçoit que le fonctionnement et la stratégie du CERN font la preuve qu'il est possible de refuser l'injonction thatcherienne et néolibérale « TINA » (There Is No Alternative).[/vc_column_text][toggle][toggle color= »Default » title= »8.

L'émancipation humaine est-elle éco-compatible ? »][vc_column_text]

Séance avec Roland Charlionet et Luc Foulquier (14 février 2014)

À la question : le capitalisme est-il éco-compatible ?, nous répondons sans hésiter et à juste titre : Non, car les moyens actuels de production et d'échange sur la base desquels s'édifie le système d'exploitation capitaliste ont acquis une telle puissance qu'ils mettent en danger les écosystèmes et les grands équilibres biogéochimiques naturels. Or le temps de régénération de la nature n'est pas du tout du même ordre de grandeur que celui de la création de la plus-value capitaliste !

Mais pour être pleinement convainquant encore faut-il montrer que le projet alternatif d'émancipation humaine que portent les progressistes est bien respectueux de la nature. Or le scepticisme sur cette question est largement répandu et conduit à des propositions qui mettent en cause la notion même de progrès.

Dans leur livre *L'être humain et la nature, quelle écologie ?* Roland Charlionet et Luc Foulquier montrent que lorsque le développement du monde de l'être humain est enchâssé dans un projet civilisationnel, l'idée de progrès devient la ligne d'horizon qui encadre toutes les activités humaines. En s'appuyant sur la révolution dans l'anthropologie engagée par Marx, ils déclinent l'idée de progrès dans les différents actes productifs (le développement de connaissances, l'économie circulaire comme mode de production, la production et le respect de la biodiversité, la prévention des risques liés à la production, le partage et la gestion des biens communs) et ils concluent qu'une bonne écologie humaine ne peut aller de pair qu'avec la justice sociale.

Roland Charlionet, chargé de recherche, INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Luc Foulquier, Ingénieur-chercheur en écologie, ancien chef du service environnement de l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire)



color= »Default » title= »9. Démocratie et enjeux techno-scientifiques : quelle articulation pour un progrès réel ? »][vc_column_text]

Séance avec Gérald Bronner (18 juin 2014)

La méfiance à l'égard du pouvoir est consubstantielle à l'histoire de la démocratie. Cependant, il semble que cette méfiance prenne, à certaines périodes, une dimension inquiétante.

Plusieurs enquêtes montrent que ce sentiment de méfiance touche aussi bien le pouvoir politique, médiatique, que l'expertise scientifique.

Pour répondre à cette méfiance, certains préconisent de nouveaux processus démocratiques (comme le travail collaboratif). Cette conférence a abordé les avantages et les inconvénients de ces procédures et les enjeux impliqués dans cette méfiance généralisée concernant la notion de progrès.

Gérald Bronner, Professeur de sociologie à l'Université Paris Diderot, romancier
[/vc_column_text][[/toggle][toggle color= »Default » title= »10. Fin de l'explosion de la population mondiale et progrès démographiques »][vc_column_text]

Séance avec Hervé Le Bras (24 septembre 2014)

L'explosion de la population mondiale est en train de s'achever. On ne le voit pas quand on suit la progression du nombre des humains mais quand on considère l'évolution du taux de croissance. Après un maximum de 2,2% par an en 1970, la croissance de la population mondiale a constamment diminué. Elle est aujourd'hui de 1,1%, soit deux fois moindre. Si l'on extrapole, la croissance zéro devrait être atteinte entre 2050 et 2060. Déjà dans plus de la moitié des pays de la planète, la fécondité est passée au-dessous de 2 enfants par femme. Les seules zones de forte croissance sont concentrées en Afrique dans le Sahel et dans la zone équatoriale qui, selon les chiffres des Nations-Unies devraient assurer 75% de la croissance mondiale en 2050, ce qui est peu probable (par exemple 74 millions d'habitants au Niger et 56 au Mali...). La stabilisation de la croissance mondiale a été obtenue grâce aux politiques d'éducation des femmes et de « santé maternelle », terme consacré par la conférence démographique mondiale du Caire, par lequel on signifie que ce sont les femmes qui doivent prendre les décisions de fécondité. Dans le même temps, la mortalité a considérablement diminué presque partout. Globalement, on peut donc parler d'un progrès démographique, même si il n'est pas toujours accompagné d'un progrès économique et encore moins d'un progrès politique.

Hervé Le Bras, directeur d'études à l'École des Hautes études en Sciences sociales, directeur de recherches à l'Institut national d'études démographiques, chroniqueur au mensuel *La*

Recherche depuis 1995.

Ses ouvrages récents :

- *Atlas des inégalités : Les Français face à la crise*, Autrement, 2014.
- *Pays de la Loire : la forme d'une région*, éd. de l'Aube, 2014
- *La religion dévoilée*, Fondation Jean-Jaurès, 2014 (avec Jérôme Fourquet).
- K. Wachter and H. Le Bras (eds.), *Mathematical demography Selected Papers of D. Smith and N. Keyfitz*, Springer, New-York, 2nd ed., 2014, 242 p.
- *Le mystère français*, Le Seuil, coll. La République des idées, 2013, 336 p. (avec Emmanuel Todd).
- *Crise des lieux, crise des mœurs. Pour un logement social solidaire*, éd. de l'Aube, 2012, 192 p. (avec Pierre Carli).
- *L'invention de la France*, Gallimard, collection NRF, 2012, 518 p. (avec Emmanuel Todd).
- *L'invention de l'immigré*, éd. de l'Aube, 2012, 2014, 156 p.

[/vc_column_text][[/toggle]][toggle color= »Default » title= »11. Travail, individualité, citoyenneté : l'épreuve du genre »][vc_column_text]

Séance avec Anne-Marie Daune-Richard (10 décembre 2014)

Dans un parcours de sociologue du travail et de l'emploi Anne-Marie Daune-Richard a pris conscience que les « référentiels », les normes qui (re)produisent la division sexuelle du travail sont ancrées dans des visions du rapport entre l'individu et la société qui, certes, varient d'un pays à l'autre mais, en tout état de cause, se conjuguent différemment au masculin et au féminin.

Son exposé examinera ainsi comment l'architecture de nos sociétés modernes a défini un rapport entre travail, individualité et finalement citoyenneté qui différencie –et sépare– les hommes et les femmes et comment nos sociétés salariales ont interprété cet héritage.

Anne-Marie Daune-Richard est sociologue. Ses recherches portent sur la division sexuelle du travail et la conceptualisation des rapports sociaux entre les sexes. Elle mène des comparaisons internationales sur la relation, différente pour les hommes et pour les femmes, entre travail, protection sociale et citoyenneté.

Parmi ses publications :

- (avec F. Battagliola, D. Combes, A.-M. Devreux, M. Ferrand, A. Langevin), *A propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques*, Paris, Collection du Centre de Sociologie Urbaine (CSU-CNRS), 1990.
- Hommes et femmes devant le travail et l'emploi, in Blöss T. (ed), *La dialectique des rapports hommes-femmes*. PUF, 2001.
- Les femmes et la société salariale : France, Royaume-Uni, Suède, *Travail et emploi*, n°100, 2004.
- Homme, femme, individualité et citoyenneté, *Recherches féministes*, 2008, vol. 21, n°1.

[/vc_column_text][[/toggle][[/toggles][[/vc_column][[/vc_row]